

Collection “ Au Quotidien ”

AFRIQUE

INFLUENCES TOUS AZIMUTS ET DÉSENCHEMENT





INTRODUCTION

1960-2010, cinquante ans d'indépendance pour seize pays africains : le Togo¹, le Burkina Faso², le Madagascar³, la République démocratique du Congo⁴, la Somalie⁵, le Bénin⁶, le Cameroun⁷, le Nigeria⁸, le Niger⁹, la Côte d'Ivoire¹⁰, le Tchad¹¹, la République centrafricaine¹², le Gabon¹³, le Sénégal¹⁴, le Mali¹⁵ et la Mauritanie¹⁶.

¹ Le Togo français proclame son indépendance le 27 avril 1960.

² L'ex-Haute Volta, baptisée Burkina Faso sous Thomas Sankara, est une ex-colonie française. Il devient indépendant le 4 juin 1960.

³ Deux ans après son rattachement à la Communauté française, le Madagascar obtient son indépendance le 26 juin 1960.

⁴ Le Congo, ex-colonie belge, proclame son indépendance le 30 juin 1960.

⁵ La fragile République de Somalie date du 1er juillet 1960.

⁶ Le Dahomey, protectorat français, obtient son indépendance le 1er août 1960, sous le nom de Bénin.

⁷ Le Cameroun se prononce pour l'indépendance le 1er août 1960, après la suspension de la tutelle française en 1959.

⁸ Le Nigeria, État le plus peuplé d'Afrique noire, déclare son indépendance le 1er août 1960.

⁹ Le Niger accède à l'indépendance le 3 août 1960, sans consultation préalable de la France.

¹⁰ La Côte d'Ivoire, ex-colonie française, proclame son indépendance le 7 août 1960.

¹¹ Le Tchad, ex-colonie française, devient indépendant le 11 août 1960.

¹² La République centrafricaine, membre de l'Afrique-équatoriale française (AEF), accède à l'indépendance le 13 août 1960.

¹³ Le Gabon, membre de l'AEF, proclame son indépendance le 17 août 1960.

¹⁴ Le Sénégal, pays du chantre de la négritude, Léopold Sédar Senghor, devient indépendant le 20 août 1960.

¹⁵ Le Mali, ex-Soudan français, proclame son indépendance le 22 septembre 1960, sous le nom de Mali.

¹⁶ La Mauritanie, membre de l'Afrique-Occidentale française (AOF), accède à l'indépendance le 28 novembre 1960.

Mais, d'un point de vue géostratégique, l'Afrique demeure un paramètre incontournable du jeu mondial de l'après-guerre froide. Le continent joue, en effet, un rôle *sui generis* dans l'économie de la planète, au titre de réservoir de matières premières. Il suscite par conséquent la convoitise des pays en expansion, comme la Chine, et l'appétit de grandes multinationales qui, malgré la crise, y réalisent de juteux bénéfices. De plus, la lutte contre le terrorisme et la nécessité de sécuriser les approvisionnements énergétiques justifient l'intérêt géostratégique des grandes puissances. Les enjeux géopolitiques du continent sont donc indéniables.

Mais, le XX^e siècle aura marqué d'un sceau indélébile et lourdement hypothéqué l'avenir du continent noir. Pour l'Africain, ce fut surtout une véritable « aventure ambiguë ». Elle se traduit malheureusement par une précarité, une clochardisation et une extraversion socio-culturelle, épistémologique et spirituelle notoires. Ainsi, malgré les ressources naturelles tant convoitées dont elle regorge, l'Afrique peine à affirmer ses propres vues. Tel est l'étrange paradoxe d'une Afrique « riche » et courtisée, mais sous perfusion.

A en croire, plus précisément, Anne-Cécile Robert, des rapports de l'Afrique avec le reste du monde, après les cinquante ans de la vague d'indépendance, découlent d'implacables logiques de domination : « Les institutions financières internationales (IFI) et les États bailleurs de fonds (France, Union européenne, etc.) utilisent des armes redoutables pour orienter les cours des choses : l'argent (aide financière, refus d'annuler une dette aussi asphyxiante qu'inique) et le droit (définition de normes juridiques au travers de traités et d'institutions comme l'Organisation mondiale du commerce, OMC)¹⁷ ». Et, de renchérir qu'en outre, l'émergence de dirigeants africains « pouvant desserrer l'étau international se trouve entravée par les ingérences, directes ou indirectes, des anciens pays colonisateurs¹⁸ ». Pire encore, les élites africaines s'avèrent elles-

¹⁷ Anne-Cécile Robert, « Un enjeu mondial », in « Le Monde diplomatique. Manière de voir », n° 108, p. 4

¹⁸ Anne-Cécile Robert, *op. cit.*, p. 4 : « La France, notamment, soutient financièrement, diplomatiquement ou militairement des régimes prévaricateurs (Tchad, Gabon) au mépris de la volonté des populations locales – ce qui ne l'empêchera pas, en 2010, de fêter pompeusement une « année de l'Afrique » à l'occasion de l'anniversaire des indépendances de 1960 ».

mêmes incapables de proposer une autre vision de l'intérêt commun. Adeptes de l'idéologie néolibérale et déconnectées des préoccupations de la population, elles ne profitent pas des atouts de leur pays pour esquisser d'autres rapports de forces mondiaux¹⁹.

Bref, tel un miroir grossissant, l'Afrique fait rejaillir au grand jour les traits caractéristiques de la mondialisation. Ici, en effet, les masques tombent plus vite qu'ailleurs : « le libre jeu du marché s'y traduit en famines et en inégalités mortelles (44 % de la population subsaharienne vit avec moins d'un dollar par jour) ; des États faibles ou complices laissent les multinationales exploiter sans vergogne des salariés locaux aux droits microscopiques ; la « concurrence libre et non faussée » se sublime en une véritable guerre, dont l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), avec ses matières premières et ses rebelles armés, demeure le symbole²⁰ ». Aussi, à l'instar du chaos social et humain qui y sévit, l'Afrique devient-elle l'entropie de l'ordre économique globalisé : « Notre problème en Afrique, ce sont les différentes ethnies qui ne parlent pas la même langue : nous avons la Banque mondiale, la coopération française, le Fonds monétaire international, l'Usaid²¹... ».

En clair, la fin de la guerre froide a réellement impulsé une nouvelle donne géopolitique, qui n'a pas épargné l'Afrique. Au classique antagonisme Est-Ouest, où s'affrontaient, par pays africains interposés, l'URSS et les USA, succède un jeu moins stéréotypé. Les acteurs internationaux traditionnels sont ainsi contraints à s'adapter alors qu'émergent de nouveaux concurrents comme

¹⁹ Cf. Elikya Mbokolo, « L'Afrique doit produire sa propre vision de la mondialisation », in « *Africultures* », n° 54, 2003, cité dans *Ibidem*, p. 4 .

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Ibid.* Il s'agit d'une boutade africaine, qui relate ce paradoxe d'une Afrique « qui attire les regards sans exprimer ses vues ».

la Chine et le Brésil. Les capitales européennes, par exemple, sont davantage acculées à la défensive²². Washington n'hésite pas, par ailleurs, à enrôler des leaders noirs américains.

De plus, les relations internationales se sont étoffées d'autres protagonistes et d'agents privés comme les organisations non gouvernementales (ONG), les bureaux de consultance ou les Églises : « C'est ainsi que les lobbies évangéliques venus des États-Unis colonisent les milieux gouvernementaux, tandis que les ONG déterminent les termes de débats cruciaux, comme celui du Darfour²³ ». La justice internationale n'est pas elle, non plus, en reste. Souvent, elle laisse planer une certaine ambiguïté entre les impératifs universels des droits humains et la nécessaire prise en compte des réalités locales.

Tout porte, donc, à croire qu'après les indépendances africaines, les puissances coloniales ont plié bagage, mais sans vraiment partir. En l'occurrence, la France bat tous les records. Malgré le fameux discours de la Baule, en 1990, les rapports entre Paris et les capitales africaines francophones se sont renforcés au fil des années. La France demeure le premier partenaire économique et politique d'Abidjan, de Yaoundé, de Libreville, de Lomé, de Dakar, de Ouagadougou, de Bamako, etc. Aujourd'hui encore, c'est la déferlante des autres grands pays. La Chine vient en première ligne dans le domaine du business et du commerce avec le continent. Les Moyens-Orientaux sont aussi de la partie. Le Sénégal, par exemple, a développé un solide partenariat avec les pays du Golfe. Les Américains, qui avait partiellement « ignoré » l'Afrique, y font un retour remarqué. Les Anglais ne sont pas prêts à lâcher du lest. Ils accentuent leur partenariat dans le cadre du Commonwealth. Somme toute, bien plus qu'un simple enjeu diplomatique et commercial, l'Afrique est vitale pour

²² Voir Colette Braeckman, « La Belgique doit-elle demander pardon au Congo ? », in « Le Soir », lundi 3 mai 2010, p. 14 : « Ce qui est sûr, c'est que malgré ses aspects modernisateurs, la colonisation belge fut une entreprise de domination d'un peuple par un autre. Elle fut aussi inspirée par un sentiment de supériorité, largement partagé dans l'Europe de l'époque, qui engendra un comportement paternaliste et empêcha de saisir à temps les aspirations des Congolais. Au lieu de battre une coupure inutile, ne serait-il pas plus intéressant de s'interroger, aujourd'hui, sur les séquelles que ces rapports humains si longtemps biaisés ont laissées, là-bas et ici ? Le sentiment de dépendance d'un côté, la « diplomatie de l'injonction » de l'autre ? ».

6 ²³ Ibid., p. 5.

l'économie de ces grands pays. Saura-t-elle en tirer les dividendes ? Et, c'est à essayer de cerner les mécanismes de cet enlèvement social, culturel, politique et économique que cette analyse voudrait se livrer.

En l'occurrence, nous allons nous atteler à expliciter certaines formes d'influence dont les modalités, sous couvert de communication ou d'information, faussent le jeu normal de la démocratie. Et ce, d'autant qu'elles mettent en œuvre des procédés d'influence moralement très douteux.

I. LE LOBBYING AFFAIRISTE DES LEADERS AFRO-AMÉRICAINS

Si la Chine revendique son statut de puissance affranchie du colonialisme pour rivaliser avec les Américains dans la rude concurrence commerciale sur le continent africain, un néologisme s'impose toutefois, après la « Françafrique », pour qualifier la mainmise des consultants afro-américains²⁴ sur les affaires africaines. Ces derniers n'hésitent pas en effet à brandir auprès des médias et de l'opinion subsaharienne tant leurs statuts de combattants des droits civiques que leurs racines africaines. A cet effet, on notera que la multinationale américaine, « GoodWorks International (GWI) », ne s'établit exclusivement que dans des pays bénéficiant de préférences douanières américaines.

En fait, un puissant réseau relationnel s'est tissé entre les chefs d'États africains et les hommes d'affaires américains. Ces derniers sont pour l'essentiel des leaders noirs américains, jadis très actifs sur la question des inégalités sociales. Ils se sont mis au service des intérêts économiques de Washington en Afrique. Le démocrate Andrew Young, cofondateur de GWI, dont le siège se trouve à Atlanta, en est la figure emblématique. Selon Laolu Akande, le cabinet de conseil et de lobbying, GWI, tire sa fortune de ses relations avec le président du Nigeria, Obasanjo : « Le cabinet effectue des missions de « polissage d'image »

²⁴ Autant comme sous-traitants de grandes entreprises américaines que du département d'État.

pour le Nigeria, l'Angola, la Côte d'Ivoire, le Bénin, ou plus récemment pour le Rwanda et la Tanzanie, qui lui ramènent au minimum 220.000 euros par an et par client. Il travaille aussi pour plusieurs grandes sociétés américaines telles que Chevron-Texaco, mais aussi General Electric, Motorola, Monsanto ou Coca-Cola, qui cherchent à pénétrer les marchés africains (ou à y confirmer leur pénétration). Avec, à la clef, 1,5 % du montant des contrats remportés par les entreprises²⁵ ».

Ce réseau d'influence s'est matérialisé *in the long run* au cours de la prospère, longue et contrastée carrière de M. Young. Ce démocrate, ancien maire d'Atlanta, de 1982 à 1989, entra dans la vie publique auprès de Martin Luther King durant la lutte pour les droits civiques. Dans les années 1980, il fustigeait encore les « millionnaires noirs sans cœur²⁶ ». Mais, vingt ans plus tard, il est devenu l'un des « sorciers noirs » de l'administration Bush et « apôtre du capitalisme ». Il fut aussi le premier ambassadeur afro-américain aux Nations-Unies sous l'administration de M. James Carter. Mais son *aggiornamento*, le tournant de sa vie, viendra en 1996, lors de l'organisation des Jeux olympiques. Il est alors réélu maire d'Atlanta et fera de la cité l'une des villes-phares de l'entrepreneuriat américain. Depuis, il a tourné casaque et est devenu l'un des mentors de la diplomatie Bush : « Plus j'en lisais sur Paul Wolfowitz²⁷, plus je comprenais ce que nous avions en commun, déclarait-il ainsi en décembre dernier. Nous avons eu le même mentor, George Schultz²⁸. Nous sommes arrivés par des chemins complètement opposés, mais nous nous retrouvons avec un même objectif, celui de répandre la paix²⁹ ».

²⁵ Anne-Cécile Robert, *op. cit.*, p. 6

²⁶ « Young assails Blacks who favor president », in *The New York Times*, 27 octobre 1984, repris dans *Ibidem* : « millionnaires noirs sans cœur, qui iront probablement en enfer, et qui feraient mieux de voter républicain ».

²⁷ Ancien président de la Banque mondiale.

²⁸ Ancien secrétaire d'État, partisan de la guerre en Irak, et administrateur de Bechtel, groupe de travaux publics retenu pour la construction en Irak.

²⁹ *The Washington Note (blog)*, « What's up with Andrew Young's groveling for Wolfowitz ? », 30 avril 2007, repris dans *Ibid.*, p. 7.

Quant à ses affaires africaines, il se plaît parfois à rappeler que la modernisation d'Atlanta en fait un modèle pour l'Afrique de demain. Mais à ce propos, les critiques acerbes pleuvent de plus en plus sur M. Young. Elles dépassent largement les relations « d'amitié » tissées avec M. Obasanjo depuis la fin des années 1970. En effet, alors que GWI est censée pratiquer chez « Mama Afrika » une philosophie entrepreneuriale du type : « Doing well by doing good³⁰ », elle révèle plutôt le double visage des milieux économiques afro-américains. Actifs en Afrique subsaharienne depuis la fin des années 1990, ils développent un business à la faveur des accords de libre-échange économique passés entre Washington et les « bons élèves » du continent. Qui plus est, ils s'imposent comme les nouveaux leviers du pouvoir des États-Unis en Afrique. Mais, s'ils sont les premiers à prôner en public certains principes éthiques³¹ dans la conduite des affaires, ils sont malheureusement aussi étroitement liés avec les dirigeants les plus critiqués³². Aussi, le président du barreau ouest-africain, M. Femi Falana, peut-il déclarer *de jure* : « Andrew Young ne s'intéresse pas aux problèmes du Nigeria. Il y est juste venu pour faire du profit³³ ».

Il n'y a certes rien d'illégal à ce que les lobbyistes américains s'implantent dans le continent. Ils peuvent même y faire des affaires avec un pays sous contrat GoodWorks. Mais ces liaisons, souvent opaques et entachées d'irrégularités, favorisent davantage le pillage de ressources dont les africains ont tant besoin. D'où la réaction de cet autre ancien militant de la lutte pour les droits civiques et l'un des architectes de la campagne aux USA, dans les années 1970, contre l'apartheid sud-africain : « Une certaine catégorie de Noirs américains n'a aucun sens de ses responsabilités vis-à-vis du continent africain... On voit de plus en plus émerger des Noirs américains au service du système. Ce sont en quelque sorte les gendarmes de ce système qui visent à recoloniser l'Afrique, à la fois militairement et commercialement³⁴... ». Et, Ken Silverstein, journaliste

³⁰ « Faire bien en faisant le bien ». Cf. www.goodworksintl.com

³¹ Comme la transparence, etc.

³² Tel que le président de l'Angola, M. José Eduardo dos Santos, fréquemment accusé de corruption et du détournement des revenus du pétrole de son pays.

³³ « The New York Times », 27 octobre 2004, cité par Anne-Cécile Robert, *op. cit.*, p. 9

³⁴ Cité par Bruce Dixon, responsable éditorial du Black Agenda Report (site), « Africa, where the next US oil wars will be », 28 février 2007, repris par *Ibidem*, p. 8.

et éditorialiste, de s'en prendre ainsi aux prétentions éthiques de GWI : « La maire d'Atlanta Shirley Franklin a expliqué que GoodWorks prouvait qu'un capitalisme orienté vers la collectivité était possible. Si la collectivité à laquelle elle se réfère est celle des leaders africains corrompus, de leurs amis américains et des milieux d'affaires, elle a raison. Mais, si elle essayait de nous dire que GoodWorks est à la hauteur de son nom quand il s'agit de lutter contre la pauvreté, elle ne pouvait pas se tromper davantage³⁵ ».

II. L'INFLUENCE ÉVANGÉLIQUE OU LE GOSPEL DE LA PROSPÉRITÉ

Reçu avec faste, quelques heures plus tôt, en ce mois de juin 2007, à l'aéroport de Kampala, par le ministre de l'Éthique et de l'Intégrité, le télévangéliste américain Creflo A. Dollar devra rencontrer des centaines de pasteurs locaux, de nombreux parlementaires, des membres du gouvernement et de la famille présidentielle. Par la suite, un dîner d'affaires lui sera même offert dans l'hôtel le plus luxueux de la capitale. Et, plus tard, devant la foule massée au stade, il s'exclama : « C'est grâce à Dieu que je suis sorti de la pauvreté et possède désormais un avion privé... Pour réussir, il faut avant tout devenir évangéliste. (...) Vous devez aussi avoir confiance en Dieu (...), épargner, faire des projets d'avenir et écouter le Saint-Esprit³⁶ ». Aux incantations successives de ce millionnaire, des milliers de fidèles scandaient à l'unisson : « Amen ! ». Authentique show à l'américaine accompagné de musique et de danse. Il s'inscrit dans la « croisade contre la pauvreté ». Celle-ci est annoncée à grand renfort de publicité. Les fidèles brandissent des affiches, ils coiffent des casquettes à l'effigie du pasteur évangéliste ou floquées « I love Jesus ». Bref, un tel périple médiatisé est symptomatique de l'évolution des églises évangéliques en Afrique. Il s'y opère un mélange détonnant entre religion, argent et politique. Issues des États-Unis, elles ont fait une percée considérable en Afrique. Les médias s'y focalisent moins que les mouvements musulmans. Mais leur forte influence suscite bien des polémiques.

²⁵ *Ibid.*

10 ²⁶ *Ibidem*, p. 11.

Le pentecôtisme demeure le courant spirituel le plus visible du christianisme évangélique. Les *born again* ou *saved*³⁷ insistent sur la rencontre personnelle avec Jésus. Ils se réclament d'un réveil ou d'un renouveau spirituel qui pratique les dons divins³⁸. En fait, la pratique religieuse oscille facilement entre « affairisme « décomplexé » et lobbying politique sur fond de désespérance sociale³⁹ ». En Ouganda, par exemple, le mouvement explose démographiquement. La plupart de ces *born again Christians* ou évangélistes font bien sûr toujours officiellement partie de l'Église anglicane, soit 35,9 % de protestants. Par ailleurs, l'Église catholique⁴⁰, soit 41,9 % de la population, s'est ravisé et a intégré une branche « charismatique » ou « de réveil » afin de palier l'érosion de ses fidèles. En clair, environ un Ougandais sur six, soit cinq millions d'Ougandais⁴¹, se revendique *born again Christians*.

Son avènement en Ouganda remonterait des années 30, mais il se consolida en 1960 grâce aux évangélistes anglo-saxons. L'émotionnel et la croyance aux miracles justifient cet engouement massif d'une population fort précarisée. En 1979, la fin du règne du dictateur, Idi Amin Dada, va encore favoriser la tendance. Depuis, les « croisades » se succèdent dans les stades et les congrès-

³⁷ Jean-Michel Severino, Olivier Ray, « Le temps de l'Afrique », pp. 139-140 : « Désiré, jeune diplômé tchadien qui travaille comme gardien à Ndjamena (...), il appartient depuis peu à l'une de ces nouvelles Églises pentecôtistes qui se développent dans les quartiers périphériques de la capitale. La famille de Désiré est catholique. Mais pour lui, les catholiques ne respectent pas leurs propres règles ; ils n'ont pas de sentiment de communauté. Il nous explique, avec la foi de nouveaux convertis, que tout est différent dans les communautés évangéliques, où les règles morales sur l'alcool, la famille ou la richesse sont particulièrement strictes, et observées à la lettre. Les transgresser n'est pas seulement vu comme un affront à Dieu ; c'est choisir de rompre le contrat moral avec la communauté. Une véritable solidarité y est présente : une caisse pour aider les malades et les veuves est alimentée chaque dimanche par les fidèles. « Quand tu es membre d'une communauté [évangéliste], tu ne peux pas tomber dans la misère » ».

³⁸ Les charismes reçus par les apôtres à la Pentecôte, à savoir : l'évangélisation, la charité, la glossolalie, la guérison et la prophétie.

³⁹ Anouk Batard, « L'Ouganda découvre le lobby évangélique » in « Le Monde diplomatique. Manière de voir », n° 108, p. 11

⁴⁰ L'Ouganda est le deuxième pays catholique d'Afrique.

⁴¹ L'estimation est d'autant plus difficile à réaliser que le pays connaît un des taux de croissance démographique les plus élevés du monde, soit 3,7 %. La population de l'Ouganda dépasserait les 30 millions d'habitants.

gations aux noms insolites prolifèrent : « Assemblée de Dieu, Église de la vie, Église de la victoire, Palais de la prière, Église internationale de la destinée, Ministère du combat spirituel, Centre évangélique de guérison, etc.⁴². »

La vague « du réveil » se précise en 1990 et est essentiellement urbaine. Les plus pauvres y accourent en masse, ils se rassemblent dans des structures délabrées et poussiéreuses : « Les congrégations transforment hangars, garages, magasins, écoles, anciennes salles de cinéma et discothèques en lieux de prières⁴³ ». Plus récemment, l'onde de choc secoue aussi les classes moyennes : « universitaires, hommes d'affaires, cadres, hauts fonctionnaires et politiques viennent taper dans les mains. Même l'une des filles du président, Mme Patience Rwabwogo, a ouvert sa propre paroisse⁴⁴ ».

Jusqu'alors essentiellement urbain, le prosélytisme s'étend dans tous les recoins. Les « croisades » des pasteurs locaux et occidentaux investissent régulièrement les écoles, les hôpitaux, les orphelinats, les centres de réinsertion et camps de déplacés. Les organisations se veulent tentaculaires⁴⁵. Elles allient activité spirituelle, assistance matérielle et psychologique, elles distribuent d'un même geste bibles et couvertures. Les grands camps de réfugiés, où sont entassées des millions de personnes vulnérables et désespérées, constituent une aubaine pour ces nouvelles églises. Pour ce faire, la mécanique est bien huilée : « En investissant le champ social et humanitaire pour pallier les carences de l'État, les évangélistes multiplient les dons et le nombre de convertis. Tous les mois, une cinquantaine de nouvelles organisations basées sur la foi sont inscrites sur les registres des ONG. Au moins trois mille sont actives dans le pays⁴⁶ ».

⁴² *Ibidem*, p. 12

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ *Et ce, à telle enseigne que les organisations évangéliques représentent près de la moitié des sept mille ONG enregistrées en Ouganda.*

Mais souvent, le but affiché⁴⁷ de ce prosélytisme militant est en contradiction manifeste avec les intentions réelles, celles de « promouvoir le gospel de la prospérité, qui voit dans la richesse un signe de bénédiction divine⁴⁸ ». Tel est le mot d'ordre et/ou le fonds de commerce des évangélistes, en phase tout naturellement avec le néolibéralisme triomphant : « Semez votre graine (pécuniaire) et Dieu vous la rendra au centuple⁴⁹ ». « Maximiser le profit », tel est l'objectif spécifique : l'offre en prière s'adapte par conséquent en fonction de la dîme⁵⁰. Ainsi, pour le père Carlos Rodriguez, c'est une façon de manipuler les consciences et de rendre les pauvres responsables de leur situation : « ... la religion est utilisée pour justifier pauvreté et injustice... Les fidèles entrent en transe dans l'attente d'un miracle qui les sortira de la misère⁵¹ ». Bref, il s'agit d'un véritable business qui se nourrit de la misère et du désespoir de la population et accentue l'écart entre pauvres et riches. De plus, c'est un marché jugé a fortiori déloyal d'autant que les collectes d'argent, les donations et les produits dérivés vendus à foison (CD, DVD, livres, casquettes, etc.) sont exempts d'impôts.

Moralité : les frontières entre le politique et le spirituel sont de plus en plus ténues. La religion investit ainsi tout l'espace public. En Ouganda, les *born again* ont accru leur influence grâce à un puissant réseau d'influences. Ils détiennent bon nombre de postes-clés au sommet de l'État, notamment à la direction générale des impôts, à la direction générale des investissements, au sein de l'armée, des services de sécurité, et dans les médias. Les pasteurs sont régulièrement en contact avec les leaders politiques. Mme Janet Museveni, épouse du chef de l'État, *born again* aussi, est députée depuis 2006. Un tiers des parle-

⁴⁷ A en croire, par exemple, M. Gary Skinner, le pasteur canadien de l'Église pentecôtiste de Kampala, qui a lui aussi créé son ONG, en charge pour l'instant de mille cinq cents enfants mais souhaite atteindre le chiffre de dix mille, le but affiché est on ne peut plus évocateur : « Éduquer la prochaine génération de dirigeants (...) afin que chaque enfant devienne un chrétien responsable et un citoyen ougandais productif ». Cf. *Ibid.*, p. 12

⁴⁸ *Ibid.*, p. 13

⁴⁹ C'est ce que déclara le télévangéliste américain, Benny Hinn, lors de sa récente « croisade aux miracles », organisée à Kampala par Mme Museveni, l'épouse du président de l'Ouganda, et retransmise mondialement en direct via la chaîne de télévision américaine God TV. Cf. *Ibid.*, p. 13

⁵⁰ Il s'agit du montant offert par les fidèles et/ou les clients.

⁵¹ *Ibid.*, p. 13

mentaires sont chrétiens évangéliques : « Une situation qui assure un écho certain à leur idéologie moraliste : anti-tabac, anti-alcool, anti-homosexualité, anti-préservatif. Virulente sur le plan moral, cette nouvelle force se fait remarquer par son silence au sujet des questions sociales ou environnementales⁵² ».

En outre, certaines organisations évangéliques reçoivent des dons de compagnies et de dirigeants ougandais. Des partenariats se développent aussi avec des confréries pentecôtistes américaines. Le président G.W. Bush, lui-même ouvertement pentecôtiste, y contribue largement. Depuis lors, la plupart des financements viennent de la « Bible Belt », cette vaste zone du Sud américain à la très forte tradition évangélique. Somme toute, une compétition effrénée et « bling bling » s'est engagée entre les pasteurs : « une course à la villa la plus luxueuse, à la voiture la plus chère, aux plus impressionnants gardes du corps et aux relations les plus prestigieuses aux États-Unis⁵³ ».

Mais les scandales se multiplient par ailleurs, révélant un marché de la foi en proie à des pratiques mafieuses. Les confréries évangéliques s'entourent d'autant plus aisément d'une aura de mystère qu'elles ne sont régies par aucune autorité centrale et ne rendent de comptes à personne. D'où des secrets bien gardés quant à leurs objectifs lucratifs et/ou sectaires. Aussi, la presse locale se fait-elle régulièrement l'écho des abus de certains pasteurs : « morts mystérieuses, sacrifices humains, violences sexuelles, trafics de personnes, enlèvements, extorsions de fonds, abus de confiance, etc⁵⁴ ». Tout ce qui pourrait sonner le glas de la vague évangélique, fondée sur l'élan de religiosité et la croyance en des guérisons divines ! Ne serait-elle pas, par essence, éphémère ?

En effet, les pasteurs idolâtrés dans les années 1990 ne sont plus tout à fait au goût du jour. De nouvelles figures, plus proches du pouvoir, leur ont volé la vedette. Et, M. Joshua Kitakule, du Conseil inter-religieux ougandais, de déplorer : « Aller à l'église perd tout son sens. Le but est maintenant d'y rencontrer des personnalités haut placées qui permettront de signer de juteux contrats

⁵² *Ibid.*, p. 12

⁵³ *Ibid.*, p. 14

⁵⁴ *Ibid.*

d'affaires⁵⁵ ». Déseparés, les born again ne savent plus à quelle confrérie se vouer. Ils se rendent à l'église comme au marché pour faire des emplettes : « on prie chez tel pasteur car il prend en charge les frais de scolarité ; on sème une graine chez tel autre pour sa réputation de guérisseur, et on va se marier chez un troisième⁵⁶ ». Bref, les évangélistes risquent bien d'être à leur tour victimes du système dans lequel ils s'inscrivent : « Je me bats pour mettre un terme à cette débauche des pasteurs. Sinon, les gens vont désertier les églises, s'éloigner de Dieu, et l'Ouganda deviendra athée⁵⁷... ».

III. LE PROSÉLYTISME ISLAMIQUE

Loin d'être animiste, l'Afrique subsaharienne est aujourd'hui très majoritairement chrétienne et musulmane. Les pays les plus islamisés se situent en Afrique sahélienne : la Mauritanie (avec 99,5 % de musulmans), le Niger (98,7 %), la Gambie (95,4 %), le Sénégal (92 %), le Mali (90 %), la Guinée (86,9 %), le Soudan (73 %), le Tchad (54 %) et le Burkina Faso (50 %). D'autres pays connaissent aussi une forte présence de musulmans : les Iles Comores (99,3 % de musulmans), le Djibouti (97,2 %), la Sierra Léone (60 %), le Nigeria (50 %), la Tanzanie (35 %) et l'Érythrée (50 %). Mais à en croire l'Istituto Geografico De Agostini (2001), ces estimations sont peu fiables d'autant que les recensements ne sont pas effectués de façon systématique et qu'il n'y a pas de normalisation des méthodes d'enquête. L'expansion progressive de l'islam en Afrique noire est donc un fait : elle s'inscrit dans une historicité bien spécifique. En effet, pour les islamologues, « l'islam noir » s'est répandu essentiellement grâce aux conquêtes, puis au commerce. Et, sa pénétration a provoqué des réactions qui, selon les pays et les contextes, ont produit acceptation, refus, juxtaposition jusqu'à exceller dans un syncrétisme religieux constitué d'un amalgame d'éléments hétérogènes. Aussi l'islam noir est-il un islam « repensé », fruit de la rencontre de l'islam arabo-berbère avec l'Afrique noire.

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁷ *Ibid.*





De nos jours, cet islam mobilise, souvent plus que les groupements politiques et syndicaux. Il permet à juste titre d'encadrer des sociétés secouées par des mutations rapides et par la dégénérescence de l'État. Il a su s'imposer sur des terrains nouveaux⁵⁸, progressivement abandonnés par les religions et coutumes traditionnelles. Il contribue ainsi à donner sens au monde et à offrir une porte d'entrée dans une certaine forme de modernité. Et, dans ce grand marché du religieux en Afrique, les plus actifs dans la chasse aux fidèles sont ceux qui ont le vent en poupe, à savoir : les courants salafistes. A cet effet, le salafisme et le pentecôtisme se ressemblent étrangement et se construisent en miroir l'un de l'autre.

On peut en effet, malgré la diversité idéologique de ces courants, distinguer un premier mouvement de fond. Les deux religions sont fortement influencées par l'étranger. De plus, elles cherchent à s'émanciper des structures d'encadrement traditionnelles. Au-delà d'un certain rigorisme, ce renouveau sert par ailleurs de toile de fond à un âpre conflit intergénérationnel. Car, la prise de pouvoir offre, par exemple, pour de jeunes imams autoproclamés des perspectives d'ascension sociale rapide et une raison de plus de remplacer « l'islam des pères » par « l'islam de Dieu ». Aussi, cette polarisation du religieux autour de ses extrêmes sert-elle en fait, de part et d'autre, de trajectoire aux entrepreneurs politico-religieux les plus radicaux. L'Afrique court ainsi le risque d'être le terrain d'un clash de ces deux prosélytismes militants, à l'instar du Soudan.

Bref, l'État africain, acculé par les ajustements structurels, a été contraint d'abdiquer. Les œuvres caritatives chrétiennes et musulmanes, locales et internationales se multiplient depuis lors. Aumône et Zakat font éclore des solidarités confessionnelles. Autrefois clanique, la « sécurité sociale » est désormais religieuse dans de nombreuses sociétés africaines dépourvues de système d'entraide. « Islamic Relief », la grande ONG humanitaire britannique présente dans de nombreux pays africains, est l'incarnation de cette nouvelle solidarité panislamique. Le foisonnement des écoles confessionnelles⁵⁹ sur le sol africain

⁵⁸ Notamment dans le champ social.

18 ⁵⁹ Nombre d'écoles privées sont affiliées à une religion particulière.

illustre lui aussi ce nouveau rôle du religieux. L'exemple somalien est symptomatique à ce propos. Dans l'état de guerre permanent que subit le pays, les écoles coraniques ont aujourd'hui le monopole de la formation d'une génération entière de jeunes somaliens.

Mais ce succès ne se limite pas aux seuls pays en guerre. Dans le monde sahélo-soudanien, en ville comme en campagne, ces structures sont en compétition avec l'enseignement national. Elles sont davantage plébiscitées d'autant que l'école publique est dépourvue de moyens humains et financiers. L'offre d'éducation⁶⁰ y est hétéroclite : non soumise au contrôle du moindre clergé et largement indépendante des consignes de l'éducation nationale. Elle véhicule, de ce fait, un système de normes et de valeurs : « islam et christianisme, dans leurs formes nouvelles et éminemment plurielles, influencent donc chaque jour davantage l'ethos des Africains, à commencer par leurs pratiques vestimentaires, alimentaires et familiales. Cette pénétration sociétale de plus en plus forte est flagrante dans de nombreuses villes du Sahel et de la Corne de l'Afrique, où l'on rencontre chaque année plus de femmes cachées sous de longs voiles noirs⁶¹ ».

Somme toute, en Afrique, l'État étant démissionnaire, le service public s'est dissous dans le service religieux. Le champ du religieux ne se cantonne, donc, plus à ces fonctions sociales, économiques, spirituelles ou normatives. Islam et christianisme revendiquent désormais des préférences sociétales⁶², voire politiques : « Temples, églises et mosquées ont en effet longtemps compté parmi les rares espaces d'expression dans des sociétés contrôlées. Face à l'incurie des partis d'opposition, achetés ou étouffés par le pouvoir, la religion, portée par des groupes missionnaires souvent fondamentalistes, est devenue le por-

⁶⁰ De la transmission de savoirs de base et de règles de vie en société à une instruction rigoureuse et radicale.

⁶¹ Jean-Michel Severino, Olivier Ray, « op. cit. », p. 139.

⁶² L'approche se veut en l'occurrence holiste, car les deux religions charrient désormais tout un ensemble de fonctions sociales, économiques, politiques et spirituelles.

te-voix d'un malaise social omniprésent. Il lui échoit désormais une fonction tribunitienne (...), elle met les milieux dirigeants face à leurs échecs, et se mue en voix d'opposition⁶³ ».

Ce champ du religieux s'inscrit en faux contre la « modernité » incarnée par l'État postcolonial et propose ainsi aux fidèles une forme d'« alter-modernité ». Au Nigeria, par exemple, les groupes islamistes⁶⁴ ont obtenu gain de cause dans l'application de la charia dans douze États du Nord. Et, en Afrique, en général, « l'identité africaine » subit un processus de « désenchantement-réenchantement » accéléré : le gap se creuse à toute vitesse entre l'éloignement des formes religieuses traditionnelles et l'adoption de nouvelles formes de religion. Après l'effritement des systèmes traditionnels de valeurs et de vie en société, elles représentent un retour à un système normatif. Du Nigeria au Kenya en passant par le Cameroun, le Ghana, les deux Congo, l'Ouganda, le Gabon et la Côte d'Ivoire, le terreau « animiste » se dissout à grande allure. Les succès retentissants de l'islam et des églises évangéliques couronnent une entreprise de socialisation de l'espace urbain, de création de nouvelles solidarités et de codification des normes : « A la ville, ça fait mieux d'être chrétien ou musulman qu'animiste⁶⁵ ». Ces nouvelles formes de religion permettent ainsi d'entrer dans une modernité « domestiquée ». Elles fournissent une réponse toute trouvée pour de nouveaux urbains en quête de sens et de repères.

Mais suite à « l'hystérésis de l'habitus⁶⁶ », ni l'islam, ni le christianisme ne sortent indemnes de leurs succès africains. L'acculturation ou le syncrétisme⁶⁷ sont de mise. L'Afrique constitue effectivement le terrain de mutations profondes de ces deux religions présentes respectivement au IX^e et XVII^e siècles.

⁶³ *Ibid.*, p. 140.

⁶⁴ *Ils sont les porte-étendards d'une société profondément islamisée.*

⁶⁵ *Ibid.*, p. 141

⁶⁶ *Il s'agit du syncrétisme, phénomène cher à Pierre Bourdieu : « phénomène habituel dans la diffusion de religions dans une ère culturelle donnée, des croyances survivent et sont incorporées dans les nouvelles pratiques ». Ibid., p. 141*

⁶⁷ *Phénomène paradoxalement ambivalent : pénétration du nouveau et survivance de l'ancien, à la fois.*

L'un et l'autre se complexifient, au fur et à mesure, de l'adhésion de nouveaux fidèles à telle enseigne qu'ils n'ont presque plus grand-chose à voir avec leurs souches. La survivance d'éléments traditionnels⁶⁸ dans les nouveaux monothéismes demeure tout aussi manifeste à travers le continent.

Mais l'une des mutations les plus frappantes est leur atomisation : « De part et d'autre, l'offre de spiritualité, éclatée, présente en effet toute une variété de nouvelles Églises, de nouveaux courants, de nouveaux prêcheurs en concurrence dans la chasse aux fidèles. Si bien que les jeunes convertis épousent des religions souvent bien différentes de celles que pratiquaient chrétiens et musulmans africains au temps des indépendances⁶⁹ ». En clair, nous assistons à une véritable explosion du marché des biens spirituels, dans lequel chacun a le devoir de sauver des âmes, de conquérir des fidèles et d'élargir la congrégation⁷⁰. L'Afrique en changement est donc un filon porteur, qui suscite des vocations : « fonder une Église peut être un moyen rapide d'enrichissement et d'ascension dans la société⁷¹ ».

L'islam africain n'est pas non plus moins pluriel, il est traversé à son tour par des mouvances profondément divergentes. Ainsi, à l'islam traditionnel, confrérique et soufi, se substituent des courants réformateurs d'obédience salafiste et chiite. Il existe, en outre, différentes synthèses locales d'un islam « moderne » et « transnational ». Mais, l'influence croissante de la tradition salafiste, pensée réputée rigoriste, est flagrante en Afrique de l'Ouest ainsi qu'à travers toute la bande soudano-sahélienne et la Corne de l'Afrique. On notera aussi que l'islam, qui s'est développé dans les pays sahéliens, a longtemps été confrérique⁷².

⁶⁸ Par exemple, la présence de sorciers et de guérisseurs.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 142.

⁷⁰ Cf. Ruth Marshall-Fratani, « Prospérité miraculeuse : les pasteurs pentecôtistes et l'argent de Dieu au Nigeria », in « Politique africaine », vol. 82, 2001.

⁷¹ Jean-Michel Severino, Olivier Ray, « *op. cit.* », p. 144

⁷² Cet islam est celui des cheikhs confrériques. Le cheikh étant un personnage respectable par sa fonction religieuse et par sa connaissance du Coran. Et, l'islam confrérique est l'islam traditionnel africain, organisé en confréries religieuses.

La rupture, en l'occurrence, avec les formes traditionnelles de l'islam est double. Elle vise à la fois les règles et les normes. Dans l'islam salafi en pleine expansion, l'entreprise de « remoralisation » de la société implique la stricte observance d'un code moral clair et strict : « Les cinq piliers de l'islam, doublés d'une série d'obligations et d'interdits alimentaires, vestimentaires et moraux, rassemblent les fidèles dans un ascétisme unificateur⁷³ ». Cette nouvelle sociabilité religieuse est particulièrement plébiscitée par la jeunesse des villes. Et, quiconque ne s'y conforme pas est considéré comme un impie. Une telle intransigeance est particulièrement frappante en Afrique subsaharienne d'autant qu'elle rompt avec la pratique d'un islam traditionnel, connu pour sa tolérance de la diversité : « Du Sénégal au Soudan en passant par le nord du Nigeria et du Cameroun, les apôtres de l'orthodoxie mènent une guerre virulente contre l'islam soufi, pourtant très présent en Afrique⁷⁴ ».

La nouvelle forme de piété « puritaine » n'est, par conséquent, ni « traditionnelle », ni « conservatrice ». Elle cherche surtout à s'émanciper de l'islam traditionnel et de ses structures d'encadrement. D'un point de vue théologique, elle participe d'un islam effectivement « réactionnaire » ou « néo-conservateur » aux forts relents anti-intellectuels et populaires : « A la base de cette émancipation est l'ouverture à tout croyant de la capacité individuelle à se confronter au verbe du prophète : nul n'est besoin d'être doté d'une quelconque « qualification » pour accéder directement aux sources de la foi et du droit ». De ce fait, on effectue un « retour » à une interprétation plus littérale du Coran et de la tradition prophétique, la *Sunna*, et ce, au détriment de la longue tradition d'exégèse, l'*ijtihad*.

Le salafisme met ainsi le croyant seul face au texte religieux. Et, c'est à ce « néo-traditionalisme » que l'on doit la propagation rapide dans les villes de l'Afrique musulmane de tenues vestimentaires venues du Golfe : « A en juger par la multiplication de mosquées wahhabistes sur le sous-continent, il est perçu par les Africains comme plus soluble dans le XXI^e siècle que l'islam traditionnel. Car, cet islam arabe réactionnaire et puritain est aussi un islam

⁷³ *Ibid.*, p. 145-146

⁷⁴ *Ibid.*, p. 146.

moderne et mondialisé : en attestent les sites Internet, DVD de prêches, émissions religieuses en tous genres diffusés à partir de l'Arabie Saoudite ou du Qatar et disponibles dans n'importe quel pays sahélien⁷⁵ ».

De plus, ces différents dogmatiques servent de toile de fond à un âpre conflit intergénérationnel et social. Au Cameroun, par exemple, le dédoublement de mosquées traditionnelles confrériques par des nouvelles mosquées sunnites est symptomatique d'une compétition accrue sur le marché du religieux, dont les cheikhs et marabouts traditionnels pâtissent directement. L'ouverture de nouveaux lieux de culte déclenche souvent une compétition féroce entre les fidèles. Elle est davantage le fait de jeunes arabisants formés à l'étranger⁷⁶ : « En quelques mois s'édifie, à proximité d'une vieille mosquée, un édifice flambant neuf, souvent doté d'un minaret et d'une architecture calquée sur celle des pays du Golfe d'où viennent généralement les financements (...)»⁷⁷ ».

Bref, une telle entreprise participe d'une logique de renouvellement des cadres islamiques et représente pour de jeunes autoproclamés des perspectives d'ascension sociale rapide. L'islam des « pères » est ainsi remplacé par l'islam de « Dieu », plus « ascète » et « puritain ». La polarisation du religieux autour de ses extrêmes profite donc aux entrepreneurs politico-religieux les plus radicaux, qui s'évertuent à les exacerber. Aussi, face aux besoins grandissants de populations en pleine crise de transition, l'islam et le christianisme, ont-ils progressivement pris une place déterminante dans les sociétés africaines. Ils en bouleversent les modes de fonctionnement et instaurent d'autres rapports de force⁷⁸.

⁷⁵ Ibid., pp. 146-147

⁷⁶ Ces jeunes imams fondamentalistes sont formés au Soudan ou dans le Golfe.

⁷⁷ Cf. M. Lasseur, « Cameroun : les nouveaux territoires de Dieu », in *Afrique contemporaine*, n° 215 (2005), cité par Ibid., p. 147.

⁷⁸ Cf. J.-F. Bayart, « Religion et modernité politique en Afrique noire. Dieu pour tous et chacun pour soi », Paris, Karthala, 1993

CONCLUSION

En Afrique, la pratique religieuse peut donc osciller facilement entre affairisme décomplexé et réseautage politique sur fond de désespérance sociale. L'État étant démissionnaire et miné par les relations affairistes de bon nombre de leaders politiques, le champ du religieux ne se cantonne plus à ces fonctions sociales, économiques, spirituelles ou normatives. Salafisme et pentecôtisme revendiquent désormais des préférences sociétales, voire politiques. Et, face à l'incurie des partis d'opposition, achetés ou étouffés par le pouvoir, la religion, portée par des groupes souvent fondamentalistes, est devenue le porte-voix d'un malaise social omniprésent. Il lui échoit désormais une fonction tribunitienne, qui met les milieux dirigeants face à leurs échecs. Aussi les différends dogmatiques servent-ils souvent de toile de fond à un âpre conflit social. En Côte d'Ivoire ou au Nigeria, par exemple, l'opposition entre les musulmans du Nord et les chrétiens du Sud alimente une instabilité permanente.

En fait, dans la genèse des affrontements, les intérêts économiques et politiques (partage des richesses et du pouvoir politique) se greffent cependant aux questions religieuses. En l'occurrence, le conflit soudanais est emblématique à bien des égards. Plusieurs décennies durant, en effet, un des conflits les plus meurtriers du XX^e siècle opposa le Sud-Soudan, une région à majorité chrétienne, au Nord, à majorité musulmane. Pour en finir, un référendum sur l'autodétermination s'est tenu du 9 au 15 janvier 2011. Les Sud-Soudanais ont enfin pu choisir leur destin. Et, le 9 juillet prochain, ce territoire deviendra le 54^{ème} État africain le plus pauvre ! Bref, l'expansion du fondamentalisme religieux est aussi source de tensions et de conflits meurtriers dans un système politique africain sclérosé et répressif, gangrené par une corruption généralisée et un ras-le-bol général.

De ce fait, si révolution il y a, elle ne se fera que par le « bas », comme en Tunisie. Et ce, d'autant que les régimes autoritaires sont par essence autistes, sourds et aveugles. En définitive, le chemin vers une démocratie africaine suppose notamment : un État laïc, une société civile formée et informée et une armée républicaine.

BIBLIOGRAPHIE

- BAYART, J.-F., « L'illusion identitaire », Paris, Fayard, 1996
- BAYART, J.-F., « La politique africaine de la France est régressive », in « Le Figaro », Paris, 6 juillet 2005
- BRUNEL, S., « L'Afrique, un continent en réserve de développement », Paris, Breal, 2003
- CHOMSKY, N., HERMAN, E., « La fabrication du consentement : de la propagande médiatique en démocratie », Coll. « Contre-Feux », Paris, Agone, éd. rev. et corr., 2008, 653 p.
- COLLIER, P., GUNNING, J.W., « Why has Africa Grown slowly ? », in « The Journal of Economic Perspectives », 1999, vol. 13, pp. 3-22
- COULON, C., Les musulmans et le pouvoir en Afrique Noire, Paris, Karthala.
- DEL PONTE, C., « La traque, Les criminels de guerre et moi », Paris, Héloïse d'Ormesson, 2009
- ELA, J.-M., « Symbolique africaine et mystère chrétien », Les Quatres Fleuves, Paris, Beauchesne, 1979
- GLASER, A., SMITH, S., « Sarko en Afrique », Paris, Plon, 2008
- GOSSELIN, B., « Le dictionnaire du lobbying », Paris, éd. EMS, 2003, 316 p.
- HALIMI, S., « Wall-Mart à l'assaut du monde », in « Le Monde diplomatique », janvier 2006
- HARTMANN, F., « Paix et châtement. Les guerres secrètes de la politique et de la justice internationales », Paris, Flammarion, 2007
- HERAN, F., « Le temps des immigrés. Essai sur le destin de la population française », Paris, Le Seuil, 2007
- KAVUMA, R.M., « Prayers for sale », in « The Weekly Observer », Kampala, 5-11 April 2007
- MEIER, B., « For US-Nigeria go-between, ties yield profits and criticism », The New York Times, 18 April 2007
- NGOUPANDE, J.-P., « L'Afrique sans la France », Paris, Albin Michel, 2002

- PEAN, P., « Carnages. Les guerres secrètes en Afrique », Paris, Fayard, 2010
- RAULIN, N., LECADRE, R., « Vincent Bolloré, enquête sur un capitaliste au-dessus de tout soupçon », Paris, Denoël, 2000
- ROBERT, A.-C., (éd.), « Indispensable Afrique », in « Le Monde diplomatique. Manière de voir », n° 108, décembre 2009-janvier 2010
- RUEFF, J., « Côte d'Ivoire. Le feu au pré carré », Paris, Autrement, 2004
- SEVERINO, J.-M., RAY, O., « Le temps de l'Afrique », Paris, Odile Jacob, 2010
- VERSCHAVE, F.-X., « Noir silence. Qui arrêtera la Françafrique ? », Paris, Les Arènes, 2000

AFRIQUE : INFLUENCES TOUS AZIMUTS ET DÉSENCHANTEMENT

Auteur : Basile Mpoto
Juillet 2011

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles



Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Rue des Deux Eglises 45 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/238 01 00

info@cpcp.be

© CPCP asbl - juillet 2011